

Lettre d'information bimensuelle - n°234 - Jeudi 5 janvier 2012

Le service Communication vous présente ses meilleurs voeux pour 2012

ACTUALITÉ

>> Une mission dédiée au Grand Paris du sport

Maurice Leroy et David Douillet, ministre des Sports, ont installé, le 3 janvier, une mission dédiée au Grand Paris du Sport. Cette mission s'articule autour de 4 objectifs clés : étudier les disparités territoriales et les inégalités sociales en matière d'accès à la pratique sportive et proposer d'y remédier ; analyser les besoins du Grand Paris en matière d'infrastructures sportives, et définir les axes de développement d'une offre sportive de haut niveau et d'envergure internationale ; identifier les conditions nécessaires à l'émergence de clubs sportifs de niveau européen et des infrastructures essentielles à leur développement ; accompagner la réflexion du comité national olympique et sportif français (CNOSF) sur l'émergence d'un pôle d'excellence sportive au sein du Grand Paris.

<http://www.ville.gouv.fr/?une-mission-dediee-au-grand-paris>

>> Expérimentations Cucs : les avenants signés en Île-de-France et en Rhône-Alpes

Après Vénissieux, Gennevilliers et Villeneuve-la-Garenne, c'est Evry (Essonne) dont l'avenant expérimental au contrat urbain de cohésion sociale (CUCS) a été signé, le 19 décembre, en présence de Maurice Leroy. Ce sont au total 33 sites qui vont ainsi faire l'objet de l'expérimentation lancée par le comité interministériel des villes du 18 février 2011. Objectif : mobiliser plus efficacement les politiques de droit commun dans les quartiers prioritaires et préparer ainsi l'avenir de la contractualisation entre l'État et les collectivités territoriales dans le cadre de la politique de la ville. Lors de son déplacement à Evry, le ministre de la ville a souligné que « dans un contexte très contraint pour les finances publiques, il (était) nécessaire de prioriser les territoires et les publics qui en ont le plus besoin (..) et que la mobilisation du droit commun (était) une condition essentielle à l'amélioration de l'action publique en faveur des habitants des quartiers ».

<http://www.ville.gouv.fr/?experimentations-cucs-les-avenants>

>> Urbact : 3e appel à projets pour la création de réseaux thématiques

Suite à la décision du comité de suivi Urbact II du 14 novembre dernier, le 3e et dernier appel à projets est ouvert pour la création de 19 nouveaux réseaux thématiques. Les réseaux thématiques approuvés dans le cadre de cet appel à projets seront consacrés à l'échange et l'apprentissage entre villes européennes, à tirer les leçons de ces échanges ainsi qu'à établir de nouveaux outils et politiques pour un développement urbain durable et intégré. En plus de la capitalisation et de la dissémination des savoirs concrets issus des échanges transnationaux, les villes partenaires s'engageront également à travailler avec les acteurs locaux pour développer un plan d'action locale et améliorer leurs politiques locales. Huit thématiques prioritaires ont été définies pour cet appel à projets, et les villes partenaires devront se référer aux trois défis suivants : comment organiser le développement urbain

dans le contexte de la crise économique et financière ? Comment soutenir les approches intégrées et durables du développement urbain ? Comment développer des partenariats efficaces et des processus de gouvernance multi-niveaux ? Cet appel à projets est ouvert jusqu'au 15 mars 2012.

<http://urbact.eu/fr/header-main/actualites-et-evenements/view-one/news/?entryId=5101>

>> Police et gendarmerie : enquête annuelle de victimation

L'INSEE et l'ONDRP (Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales) ont rendu public leur enquête annuelle de victimation « Cadre de vie et sécurité » avec pour nouveauté un chapitre sur l'efficacité de l'action de la police et de la gendarmerie dans le quartier ou le village. A cette question, 46,5 % des personnes de 14 ans et plus répondent qu'elle est « efficace » ou « très efficace », 27,7% disent qu'elle est « peu efficace » ou « pas efficace du tout » et 25,8 n'ont aucune opinion. 17 000 personnes ont participé à cette enquête échelonnée sur cinq années, de 2007 à 2011.

<http://i.ville.gouv.fr/download/referenc/7412/opinion-sur-l-efficacite-de-l-action%2A>

>> Le service citoyen pour les mineurs délinquants est adopté

L'Assemblée nationale a adopté, en lecture définitive, la proposition de loi présentée par le député Éric Ciotti, visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants, le 15 décembre dernier. En vue de renforcer l'efficacité de l'exécution des peines, le texte de loi met à disposition des juges un nouvel instrument permettant «aux délinquants de s'inscrire dans un projet éducatif adapté, et de construire ainsi un véritable parcours de réinsertion».

Le contrat de service citoyen en établissement public d'insertion de la défense (Evide) pourra être prononcé pour les mineurs âgés de plus de seize ans, pour une durée fixée entre six et douze mois ; le séjour moyen étant de dix mois. Les centres Evide prendront également en charge la mise à niveau des fondamentaux scolaires, la formation civique et comportementale et la préformation professionnelle, en vue de leur réinsertion sociale. La démarche relèvera du volontariat.

http://www.assemblee-nationale.fr/13/dossiers/service_citoyen_mineurs_delinquants.asp

<http://i.ville.gouv.fr/download/referenc/7404/loi-n-2011-1940-du-26-decembre-2011-visant-a-instaurer-un-service-citoyen-pour-les-mineurs-delinquants-nor-jusx11262411>

>> Le Cese vote son rapport annuel sur l'état de la France

Le conseil économique, social et environnemental (Cese) a voté le 14 décembre dernier son rapport annuel sur l'état de la France. Ce rapport se base sur des indicateurs de développement durable pour estimer l'évolution du pays. Nouveauté au sommaire : l'état du moral des Français. Selon Yves Zehr, co-rapporteur de la section de l'économie et des finances avec André-Jean Guérin, l'espoir d'une France unifiée réside dans la confiance que les Français ont en eux-mêmes et le taux croissant des jeunes qui s'inscrivent dans des associations démontre l'envie qu'ils ont à se mettre au service de l'autre. Concernant, par ailleurs, le système éducatif, le rapport relève « un nombre important de jeunes qui sortent sans diplômes du système éducatif » et recommande « un investissement et non une dépense » afin de venir en aide à ces jeunes.

<http://www.conseil-economique-et-social.fr/content/vote-du-rapport-annuel-sur-letat-de-la-france>

>> La Poste : une mission de service public pour les territoires

Fin 2011, le Groupe la Poste a présenté un premier bilan du contrat tripartite signé pour la période 2011-2013 entre l'Etat, l'Association des maires de France et la Poste (leur deuxième contrat tripartite), qui vise notamment à renforcer la stabilité et le financement de la présence postale territoriale dans les zones rurales, les zones de montagne, les zones urbaines sensibles et les départements d'outre mer. Dans le cadre de ce contrat, un allègement de la fiscalité locale est consenti au groupe La Poste en contrepartie de sa mission de service public. Pour la période 2011-2013, le groupe dispose d'un budget prévisionnel de 170 millions d'euros par an pour financer, en outre, l'indemnisation des agences postales communales/intercommunales, la rémunération des relais Poste et le maintien des bureaux de poste situés en zone rurale.

>> L'Adie célèbre son 100 000ème microcrédit

A l'occasion du financement de son 100 000ème microcrédit, le Fonds Adie pour l'entrepreneuriat populaire lance sa première campagne de collecte et de mobilisation auprès du grand public et propose de faire un don directement sur le site du Fonds Adie ou de créer leurs propres collectes et de mobiliser leurs proches.

Créée il y a plus de vingt ans, l'Adie (Association pour le droit à l'initiative économique) a accompagné des milliers de personnes exclues du marché du travail et du système bancaire classique dans leur démarche de création de leur propre entreprise et a ainsi déjà généré quelque 98 000 emplois. Catherine Barbaroux, la présidente a rappelé que l'Adie ambitionne de doubler son activité en cinq ans, pour financer 25 000 personnes en 2016. Elle organisera, par ailleurs, sa prochaine édition de la Semaine du microcrédit du 6 au 10 février 2012.

http://www.adie.org/espace_presse_et_etudes/communiqués_de_presse

NOMINATION

>> Jean-Paul Lapierre est nommé directeur général adjoint de l'Anru, en remplacement de Pascal Martin-Gousset, devenu directeur général de l'ANPEEC, l'Agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction.

<http://www.horslesmurs.fr/-Conseil-.html>

http://www.developpement-durable.gouv.fr/article.php3?id_article=3173

LECTURE

>> La ville et ses minorités : politiques et parcours résidentiels en Angleterre

Auteur : William Le Goff

Editeur : CERTU, décembre 2011 ; 220 pages. 30€

L'ouvrage reprend les travaux de William Le Goff, docteur en géographie sociale, et propose une analyse des processus de privatisation et d'ethnisation des politiques du logement ainsi que les évolutions résidentielles des minorités ethniques dans deux villes britanniques : Leicester et Bradford. Partant du constat qu'entre 1991 et 2001, on observe une baisse de

la ségrégation dans ces deux villes, l'auteur note une double mobilité résidentielle des minorités ethniques et religieuses. D'une part, la déconcentration des minorités des "inner cities" vers les quartiers plus aisés est une conséquence de l'ascension sociale d'un grand nombre de ménages. D'autre part, les politiques ethniques du logement contribuent, dans une moindre mesure, à la diversification des parcours résidentiels des ménages de couleur et à leur relocalisation en dehors des "inner cities" des deux villes étudiées. Second constat : il existe un lien entre la privatisation du logement social et l'ethnisation des politiques du logement. En effet, la gestion et la construction du logement public se sont affaiblies depuis le début des années 1980 au profit d'associations de logements, parmi lesquelles les Black Housing Associations. Gestionnaires et productrices de logement social « adapté » aux besoins des minorités de couleur, elles doivent obéir, en même temps, à des impératifs managériaux et financiers, ce qui contribue à leur propre affaiblissement.

>> Créateurs d'utopies – Démocratie, autogestion, économie sociale et solidaire
Auteur : Pierre Thomé. Préface de Patrick Viveret et postface de Denis Clerc
Editeurs : Adels et éditions Yves Michel ; 280 pages. Ouvrage en souscription.

Un ouvrage qui repose sur une enquête collective historique sur les mouvements sociaux et les expérimentations sociales articulées autour des thèmes de la démocratie locale, la libération des femmes, le nucléaire, le Larzac, Plogoff, LIP, l'urbanisme, l'école, les luttes dans l'entreprise, les mouvements sociaux, l'économie sociale et solidaire...

>> Belleville, quartier populaire ?
Sous la direction de Roselyne de Villanova et Agnès Deboulet
Editeur : Créaphis ; 208 pages ; Coll. "Lieux habités". 20€

Belleville, un quartier populaire ? Démographes, sociologues, anthropologues, architectes posent la question dans cet ouvrage en analysant les mutations de cet ancien village devenu quartier de Paris. Riche d'une histoire complexe, lieu d'échanges multiples et de pratiques sociales et culturelles originales, ce territoire fonctionne comme un « laboratoire » d'étude du changement urbain et social. Chercheurs, habitants et décideurs, tous les acteurs de la ville et tous ceux qui s'intéressent à ces questions liront avec intérêt l'expérience de Belleville relatée et illustrée dans cet ouvrage

LA VIE DU WEB

<http://poles-metropolitains.fr/>

Nouvelle forme de coopération inter-territoriale, les pôles métropolitains ont désormais leur site dédié. Sa vocation ? Constituer un centre de ressources en ligne et une plate-forme d'échanges, mais aussi apporter des réponses aux questions que se posent les territoires dans cette phase de démarrage. Une rubrique documentation permet d'accéder rapidement aux éléments essentiels sur le sujet : historique, textes de loi, débats et travaux des chercheurs sur les questions métropolitaines, comptes-rendus de séminaires, veille documentaire... Une première carte des projets de pôles métropolitains est également disponible avec présentation détaillée de chaque pôle (éléments descriptifs, chiffres-clés, chantiers et thèmes de travail).

<http://direccte.gouv.fr/>

Le 1er décembre dernier, les directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) ont lancé un portail Internet commun

destiné aux entreprises et aux acteurs socio-économiques (chefs d'entreprises, consommateurs, salariés, partenaires sociaux, demandeurs d'emploi, branches et filières professionnelles...). Pour rappel, la mise en place des DIRECCTE, depuis 2010, est une des mesures de la Révision générale des politiques publiques et participe de la volonté de construire un interlocuteur unique envers les entreprises.

AGENDA

>> Le 12 janvier, à Rennes

En partenariat avec les Directions régionales de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion sociale de Bretagne et des Pays-de-Loire, avec le soutien de l'Acsé et du centre de ressources RésOvilles, l'Institut régional du travail social de Bretagne propose une journée consacrée à la restitution d'une étude sur les personnels salariés du programme de réussite éducative commandée par l'Acsé. Au programme : "Les politiques de réussite, de persévérance et de lutte contre le décrochage scolaire" ; "Les nouveaux modes de suivi dans les missions locales : le parcours individualisé" ; "La prise en compte de la lutte contre le décrochage scolaire dans l'Education nationale" ; "En quoi les nouveaux dispositifs bousculent-ils les frontières entre les métiers du secteur social et éducatif ?". La journée s'adresse à tous les professionnels concernés par la réussite éducative et la lutte contre le décrochage scolaire, ainsi qu'aux élus locaux.

Informations et inscriptions :

http://www.irts-bretagne.fr/jsp/fiche_actualite.jsp?STNAV=&RUBNAV=&CODE=1323094813915&LANGUE=0&RH=ACCUEIL <http://www.irts-bretagne.fr/>

>> Le 13 janvier, à Marseille

L'Observatoire des quartiers sud de Marseille propose un séminaire consacré au projet de rénovation des quartiers Hauts de Mazargues. Objectifs de la journée : participer au débat en cours avec le chef de projet Cucs et la chargée de mission GPV, analyser les politiques urbaines et les choix retenus pour mieux comprendre les logiques à l'œuvre dans ce projet.

Informations : http://www.crpv-paca.org/3-actualites/agenda_evenement.php?type=2

>> Le 13 janvier, à Orléans

Le centre de ressources interrégional des acteurs de la politique de la ville et du développement territorial en région Centre et Poitou-Charentes, "Villes au Carré", et l'Union sociale pour l'habitat "USH-Centre" se sont associés pour organiser une journée d'échanges interinstitutionnelle « 7 ans de Projets de rénovation urbaine... Et après ? », en présence de Maurice Leroy, ministre de la Ville. Objectifs de la journée : dégager les axes stratégiques permettant de bien terminer les projets, d'en pérenniser les acquis et d'engager les suites jugées pertinentes et nécessaires ; préparer les sorties de convention Anru des projets de la région Centre et contribuer à la préparation des futurs Projets stratégiques locaux (PSL) ; alimenter un débat interinstitutionnel en région Centre, ouvert aux régions Poitou-Charentes et Limousin sur les enjeux de l'après PRU.

Informations : http://www.villesaucarre.org/agenda.php?id_even=144

>> Les 13 et 14 janvier, à Nantes

La Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (FNARS) organise son congrès national sur le thème « La solidarité, des idées neuves ». Sujets abordés : "Une protection sociale universelle qui intègre un droit à l'activité opposable" ; "Des firmes sociales et des entreprises engagées dans les politiques de solidarité" ; "Une consultation sociale de proximité pour faire face aux accidents de la vie" ; "La participation des personnes en situation de précarité à la conception, la mise en oeuvre et l'évaluation

des politiques publiques" ; "Des agences régionales de l'action sociale pour une politique de solidarité ambitieuse".

Programme et inscriptions : <http://www.fnars.org/index.php/congres-2012>

>> Le 20 janvier, à Lyon

L'Institut français de l'Education de l'E.N.S de Lyon en partenariat avec l'Acsé, le Défenseur des Droits et la Direction régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion sociale Rhône-Alpes, proposent une matinée d'étude sur le thème « Orientation scolaire et discrimination. Quand les différences de sexe masquent les inégalités ». Cette matinée s'inscrit dans le prolongement de la journée d'étude du 3 octobre 2011 consacrée aux inégalités de traitement dans les pratiques éducatives. Elle s'inscrit également dans la continuité de la publication, par l'Acsé et le Défenseur des droits, des travaux de recherche menés sur les inégalités dans les parcours scolaires en fonction du sexe ou de l'origine.

Informations et inscriptions : http://www.inrp.fr/manfor/info_manifestation.php?man_id=191

>> Les 20 et 21 janvier, à Lyon

La Société française d'histoire urbaine (SFHU) organise un séminaire sur le thème « Agrandir la ville : prévoir, administrer et organiser la croissance urbaine en Europe ». Au programme : présentation de l'exposition virtuelle 1860 : "Agrandir Paris" ; "De la colonie de Plancus à la capitale des Gaules : l'évolution urbanistique de Lugdunum" ; "La croissance urbaine extra-muros aux XIIIe-XIVe siècles : évolution programmée ou développement spontané ? Exemples de Reims et de Strasbourg".

Information et inscriptions : <http://sfhu.hypotheses.org/516>

>> Le 23 janvier, à Paris

Le centre de ressources Profession Banlieue propose une visite sur site à la Goutte d'Or, (Paris 18e) sur le thème « Une gestion urbaine de proximité articulée aux opérations de renouvellement urbain ». Lors de cette visite, élus, chefs de projet et partenaires des actions de gestion urbaine de proximité présenteront les spécificités de ce quartier, les transformations qui s'y sont opérées, les projets en cours de réalisation et analyseront le fonctionnement de la GUP sur l'ensemble du territoire prioritaire (objectifs, organisation des services municipaux, implication des partenaires, outils développés...).

Informations et inscriptions : http://www.professionbanlieue.org/c_1_14_Manifestation_1685_1_Une_gestion_urbaine_de_proximite_articulee_aux_operations_de_renouvellement_urbain_Visite_sur_site_a_la_Goutte_d_Or_Paris_18e.html

>> Le 27 janvier, à Saint-Denis

Créée le 17 octobre dernier, la Plateforme nationale de ressources des Ateliers santé ville tiendra sa première assemblée générale et accueillera un grand nombre de coordonnateurs d'ASV, en présence des coordinations/animations régionales et des partenaires fondateurs de la plateforme. L'adhésion à cette plateforme est ouverte aux coordonnateurs ASV, aux collectivités locales, institutions, organismes et universités ainsi qu'à toute personne intéressée aux démarches territoriales de santé publique.

Inscriptions et renseignements : plateformeressourcesasv@gmail.com

>> Le 31 janvier et le 1er février, à Lyon

Le Centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques (Certu) propose, en partenariat avec le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT), une rencontre intitulée « Métropolisation et nouvelles urbanités ». Au programme : "Métropolisation et péri-urbanisation : quelles évolutions ?" ; "Mobilité en péri-urbain : quelles solutions ?" ; "Rénover son bâti : quelles stratégies ?" ; "Pôles métropolitains et coopération transfrontalières" ; "Réduire les vulnérabilités urbaines".

Programme et inscriptions : <http://www.lesentretiensducertu.fr/>

>> A partir de janvier, en région Bretagne-Pays de la Loire

Dans le cadre du diplôme inter-universitaire de développement durable appliqué, le centre de ressources Bretagne-Pays de la Loire "RésOvilles" et l'université de Nantes proposent une formation « Politique de la ville et développement durable ». Cette formation-action, qui débutera en janvier 2012, est constituée d'un tronc commun (130 h) et d'un parcours spécifique (100 h) incluant des ateliers pratiques. La formation s'adresse aux professionnels et porteurs de projets, qui se trouvent engagés dans la mise en place opérationnelle du développement durable ou de la politique de la ville et qui souhaitent développer leurs connaissances au service d'une plus grande articulation et convergence des deux politiques publiques.

Renseignements :

<http://www.resovilles.com/pages/nos-rendez-vous/les-formations/developpement-durable.php>

>> Le 2 ou le 3 février, à Paris

Le Pôle ressources de la Délégation à la politique de la ville et à l'intégration (DPVI) de la ville de Paris propose une journée de formation intitulée « Les fondamentaux de la politique de la ville ». Objectifs : reprendre l'historique de cette politique, en comprendre les enjeux, en analyser les problématiques parisiennes. Nombre de places limité.

Informations : dpvipoleressources@paris.fr

>> De février à avril, à Paris

Le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof) propose un cycle de rencontres consacré à la Seine-Saint-Denis organisé par Marie-Hélène Bacqué, sociologue, urbaniste, (Université Paris Ouest Nanterre, laboratoire Mosaïques LAVUE), Emmanuel Bellanger, historien, (CHS, CNRS/Université Paris 1) et Henri Rey, directeur de recherche, (Sciences Po/CEVIPOF). Le 31 janvier : "Quartiers populaires et paupérisation en Seine-Saint-Denis" ; le 14 février : "La Seine-Saint-Denis et Le Grand Paris" ; le 13 mars : ""Peur" des banlieues, "peur" de la Seine-Saint-Denis : approches sécuritaires"; le 3 avril : "reconversions économiques et transformations sociales en Seine-Saint-Denis".

Programme : <http://www.cevipof.com/fr/les-rencontres/les-seminaires-du-cevipof/>

>> Les 8 et 9 février, à Marseille

Le séminaire final du réseau inter-régional des projets urbains intégrés (PUI'20) se tiendra au Pharo, au siège institutionnel de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Plus d'infos à venir sur :

http://www.crpv-paca.org/3-actualites/agenda_evenement.php?type=1

>> Le 10 février, à Lyon

L'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (Injep) et l'université Lyon 2 propose une conférence-débat sur le thème « Jeunesses euro-méditerranéennes : de l'indignation à l'engagement ». Table ronde : "Dignité, indignation, liberté de choisir et d'entreprendre : les "tags" de révolte des jeunes et les défis à relever". Débat et perspectives avec les décideurs : "Comment soutenir l'engagement des jeunes dans la construction d'un nouvel espace de stabilité et de prospérité en Euro-méditerranée ?". En présence (sous réserve) de Jeannette Bougrab, secrétaire d'Etat chargée de la Jeunesse et de la Vie associative.

Informations : http://www.injep.fr/spip.php?page=agenda&id_evenement=120 et euromed2012@injep.fr

>> Le 16 février, à Bruxelles

La Commission Européenne organise la première édition de son Forum urbain. Objectif : donner l'occasion aux villes européennes d'échanger autour de la question urbaine et de la politique de cohésion. Trois thèmes au programme : la coordination des investissements

thématiques ; les investissements intégrés territoriaux ; les nouveaux outils proposés dans les projets de règlement.

Informations : http://ec.europa.eu/regional_policy/

NOUVEAUTÉS SUR VILLE.GOUV.FR

>> Nouvelle publication : "Médiation sociale : pour la reconnaissance d'un métier
Rapport du groupe de travail interministériel et interpartenarial"

<http://www.ville.gouv.fr/?mediation-sociale-pour-la>

>> Nouvelle rubrique du site : "Médiation sociale"

<http://www.ville.gouv.fr/?la-mediation-sociale>

>> Maurice Leroy signe l'avenant Cucs à Vénissieux

<http://www.ville.gouv.fr/?maurice-leroy-signes-l-avenant-cucs>

>> (Anru) Bordeaux : un centre historique attractif

<http://www.ville.gouv.fr/?bordeaux-un-centre-historique>

>> (Acsé) 280 participants à la journée nationale "Ville vie vacances"

<http://www.ville.gouv.fr/?280-participants-a-la-journee>

>> (Epareca) Démarrage du chantier du pôle commercial des Vergnes à Clermont-Ferrand

<http://www.ville.gouv.fr/?epareca-demarrage-du-chantier-du>

>> L'actualité du CNV

<http://www.ville.gouv.fr/?-L-actualite-du-CNV->

NOUVEAUX DOCUMENTS EN LIGNE sur I-Ville

>> "Approches territoriales de la santé, la nouvelle donne", Etudes et rapports. Les instruments de la politique régionale de santé ; Rvieille, Elserevue, Contact Santé.

<http://i.ville.gouv.fr/reference/7406>

>> Lancement de la démarche jeunesse en Guyane. "Guyane Cohésion", la lettre d'information du Centre de ressources politique de la ville de Guyane n°48 – Décembre 2011

<http://i.ville.gouv.fr/reference/7411>

>> Emploi des jeunes : synthèse des principales données relatives à l'emploi des jeunes et à leur insertion. Document d'études de la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES), n°166, novembre 2011.

<http://i.ville.gouv.fr/reference/7405>

>> Carif espace-compétence. 2ème séminaire régional sur le décrochage scolaire ; Association régionale des missions locales, Académie d'Aix-Marseille , Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur , Carif Espace Compétences, académie de Nice.

<http://i.ville.gouv.fr/reference/7399>

>> Loi n°2011-1940 du 26 décembre 2011 visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants, NOR : JUSX1126241L ; Président de la République, Premier ministre,

ministère de la Défense et des anciens combattants, ministère de la justice et des libertés, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé, ministère de la Ville.

<http://i.ville.gouv.fr/reference/7404>

>> Décrochage des jeunes et insertion professionnelle : panorama national et éclairage régional ; Observatoire régional sur l'emploi et la formation des Pays de la Loire, Centre d'animation et de ressources d'informations sur la formation des Pays de la Loire.

<http://i.ville.gouv.fr/reference/7401>

>> "Initiative TV". Le portail vidéo de l'emploi et de l'économie en PACA. Séminaire régional sur le décrochage scolaire ; académie d'Aix-Marseille , Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur , Carif Espace Compétences, académie de Nice.

<http://i.ville.gouv.fr/reference/7402>

>> Décrochage scolaire : contribution des missions locales de Poitou-Charentes ; Association régionale des missions locales de Poitou-Charentes

<http://i.ville.gouv.fr/reference/7403>

>> Décrochage des jeunes et insertion professionnelle : panorama national et éclairage régional du Centre d'animation et de ressources d'informations sur la formation-Observatoire régional sur l'emploi et la formation (Carif-Oref) des Pays de la Loire.

<http://i.ville.gouv.fr/reference/6338>

>> Les classes de Défense et de Sécurité globales ; ministère de l'Education nationale, ministère de la Défense.

<http://i.ville.gouv.fr/reference/7398>

>> Démocratie participative : "La professionnalisation, un enjeu décisif !". Territoires de l'Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale (ADELS), n°523, décembre 2011, p. 8-11; Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale.

<http://i.ville.gouv.fr/reference/7396>

>> Circulaire du 6 décembre 2011 relatif à la répartition du fonds de mobilisation départementale pour l'insertion pour 2011, NOR : IOC/B/11/28793/C ; Direction générale des collectivités locales, ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration

<http://i.ville.gouv.fr/reference/7395>

>> Arrêté du 25 novembre 2011 portant définition du référentiel du label qualité "Français langue d'intégration", NOR : IOCN1128529A ; ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration, Direction de l'accueil, de l'intégration et de la citoyenneté.

<http://i.ville.gouv.fr/reference/7394>

>> Circulaire relative à la mise en oeuvre du contrat d'autonomie.

<http://i.ville.gouv.fr/reference/7393>

>> La médiation par les pairs ; Bureau de la politique d'éducation prioritaire et des dispositifs d'accompagnement. Direction générale de l'enseignement scolaire.

<http://i.ville.gouv.fr/reference/7392>

>> Le CNAR / Abattoir "Chalon dans la rue" Quartiers de Lune; Centre national des arts de la rue de Chalon-sur-Saône.

<http://i.ville.gouv.fr/reference/7390>

>> Santé et Programme de réussite éducative (PRE) : comment construire un travail en réseau autour de la question de la santé dans le cadre des programmes de réussite éducative. "Pangramme" bulletin du Centre de ressources régional sur le développement territorial du Pays et Quartiers d'Aquitaine, hors série, novembre 2011; Pays et Quartiers d'Aquitaine.

<http://i.ville.gouv.fr/reference/7389>

>> L'absentéisme des élèves dans le second degré public en 2008-2009 et 2009-2010 ; Ministère de l'Education nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative.

<http://i.ville.gouv.fr/reference/7388>

>> Guide de bonnes pratiques. Plates-formes de suivi et d'appui aux décrocheurs.

<http://i.ville.gouv.fr/reference/7293>

NOUVEAUX DOCUMENTS EN LIGNE sur le SIG-Ville

Système d'information géographique "SIG-Ville" : <http://sig.ville.gouv.fr/>

> Indicateurs disponibles et modalités d'accès aux données :

<http://sig.ville.gouv.fr/page/116/indicateurs-du-sig-ville>

> Historique des mises à jour : <http://sig.ville.gouv.fr/page/173>

> Contact : sigciv@ville.gouv.fr ; tél : 01 49 17 46 81

OFFRE D'EMPLOI

>> Chargé de mission « politique de la ville »

La Ville de Guingamp (8000 habitants - Côtes d'Armor) recherche un Chargé de mission (h/f) « politique de la ville » (PRU, Cucs et PRE)

Contexte :

Dans le cadre du projet de renouvellement urbain, engagé depuis 2007 dans les quartiers de Roudourou et Gourland et de la mise en oeuvre du contrat urbain de cohésion sociale qui en découle, vous serez chargé du pilotage, de l'animation et du suivi opérationnel du Programme de renouvellement urbain (PRU), du contrat urbain de cohésion sociale (Cucs) et du programme de réussite éducative (PRE).

Missions :

> PRU :

- . Suivre le dispositif contractuel avec l'Anru (inclus les aspects financiers)
- . Animer le suivi des projets du PRU de la phase conception à la phase réalisation, en veillant à l'articulation avec le développement social, économique, et urbain du territoire
- . Coordonner et fédérer l'action des acteurs dans la conduite des études urbaines et des opérations de restructuration et mobiliser le réseau partenarial
- . Préparer et animer les travaux des comités techniques, comité de pilotage et groupes de travail
- . Assurer la communication des informations et des décisions
- . Définir, coordonner, évaluer la démarche de la gestion urbaine de proximité en identifiant les actions d'accompagnement social nécessaires

> Cucs :

- . Lancer l'appel à projet annuel selon les orientations définies dans le Cucs en lien avec les services de l'Etat
- . Aider au montage des dossiers de demande de subventions présentés par les différents porteurs et veiller à ce qu'ils correspondent aux orientations
- . Contrôler le contenu des dossiers et en assurer leur suivi
- . Présenter les dossiers en comité technique et en comité de pilotage, assurer la communication des informations et des décisions
- . Contrôler l'exécution des actions financées et assurer le suivi des subventions versées
- . Evaluer les actions annuelles au moyen d'indicateurs
- . Etablir le bilan annuel et le rapport d'évaluation et le présenter en comité de pilotage
- . Etre un relais auprès des habitants et des associations, en lien avec les partenaires institutionnels

> PRE :

- . Construire le projet annuel en lien avec les partenaires et les services de l'Etat
- . Assurer le suivi et la coordination des actions du PRE de la Ville
- . Etablir le bilan des actions
- . Participer aux instances de ce dispositif

Profil

- . De formation supérieure, niveau BAC +3/4 en aménagement, urbanisme, développement social urbain
- . Expérience significative en matière de développement social, urbain et local
- . Connaissance approfondie des politiques, des problématiques, des procédures de la Ville, du réseau partenarial
- . Aptitude à la conduite de projet et au travail en équipe
- . Capacité d'initiative et d'autonomie
- . Capacité à mobiliser autour des projets
- . Aisance rédactionnelle (compte rendus et rapports divers), rigueur et méthode
- . Capacité à évaluer les politiques
- . Bonne maîtrise de l'outil informatique
- . Disponibilité immédiate

Modalités de recrutement :

- . Contrat : 18 mois. Temps complet. Poste ouvert à compter du 20 janvier 2012
- . Rémunération : base -1er échelon du grade d'attaché territorial (1615 € brut mensuel) et prime de fin d'année
- . Candidatures à adresser avant le 20 janvier 2012 (lettre de motivation manuscrite + CV) à adresser à l'intention de Madame La Maire par mail : l.geffroy@ville-guingamp.com ou par courrier :

Ville de Guingamp, 1 place du Champ au Roy, BP 50543, 22205 Guingamp Cédex

Renseignements auprès de : Laetitia Geffroy, responsable RH -02.96.40.62.28

(Questions PRU : Françoise Le Guern, DGA, 02.96.40.64.40 ; questions Cucs : Elisabeth Puillandre, directrice CCAS 02.96.40.64.40)

>> Délégué du préfet (h/f)

La préfecture du Tarn recrute un délégué du préfet (h/f) dans le cadre du Cucs de Castres, Mazamet, Aussillon et Labruguière. Le délégué exercera sa mission auprès du sous-préfet de Castres et sera placé sous son autorité.

Renseignements relatifs au poste auprès du secrétariat du sous-préfet de Castres (05 63 71 55 51).

Les candidatures des fonctionnaires (CV et lettre de motivation) doivent être adressées avant le 20 janvier par courrier ou courriel :

<http://www.ville.gouv.fr/ecrire/christian.resseguier@tarn.gouv.fr>

>> Chargé de mission expérimenté (h/) "Politique d'hébergement et accès au logement"

Pour les besoins des programmes d'accompagnement et d'amélioration des services publics qu'elle conduit en partenariat avec la Direction générale de la cohésion sociale dans le cadre de la refondation du dispositif de l'hébergement et de l'accès au logement, l'Agence nouvelle des solidarités actives (ANSA) recrute un chargé de mission expérimenté (h/) "Politique d'hébergement et accès au logement"

Contexte :

Association sans but lucratif créée en janvier 2006, l'Agence nouvelle des solidarités actives – ANSA – a pour objet de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale en agissant à trois niveaux : l'expérimentation sociale, l'accompagnement, sur le terrain, de la mise en oeuvre de politiques sociales et l'animation de réseaux d'acteurs par le partage et la diffusion d'expériences. Reconnue d'intérêt général, l'ANSA intervient dans de nombreux domaines de l'innovation sociale, du plan local à l'échelle européenne, sur des thématiques variées (Politiques territoriales d'insertion, mobilité, microcrédit personnel, accès au numérique, insertion professionnelle...). Composée d'une équipe de 30 salariés, l'association s'appuie sur ses partenariats avec l'État, les collectivités territoriales, les institutions publiques et les entreprises

Missions :

Rattaché(e) au responsable de programme, vous contribuez principalement à la qualité de la mise en oeuvre de la réforme de la politique française d'hébergement et accès au logement :

- . Accompagnement des services déconcentrés de l'Etat à la mise en oeuvre opérationnelle de la politique d'hébergement et accès au logement sur le territoire, en lien avec les partenaires locaux (collectivités locales, acteurs de l'hébergement et du logement d'insertion, bailleurs publics et privés, etc.)
- . Suivi et capitalisation des pratiques pour assurer leur diffusion,
- . Contribution aux événements organisés pour favoriser la transmission et l'appropriation des bonnes pratiques

Profil :

- . Formation universitaire (bac + 5 ou équivalent) ou grandes écoles avec une expérience d'au moins 5 ans dans la conduite de projet
- . Profil consultant avec des expériences dans le champ du social et/ou public-ou acteur expérimenté avec maîtrise de la conduite de projet
- . Bonne capacité d'analyse, d'esprit critique et de synthèse
- . Bonnes aptitudes à la rédaction et au travail en équipe
- . Capacité à concrétiser des programmes d'action impliquant de nombreux acteurs.
- . Goût pour les relations humaines et sensibilité à la lutte contre la pauvreté
- . Maîtrise des sujets hébergement et logement
- . Maîtrise d'Excel, Powerpoint, Word
- . Lieu de travail : basé au siège de Solidarités actives (Paris 12ème), le / la chargé(e)s de mission peut être amené(e) à se déplacer deux à quatre jours par semaine en région pour élaborer et suivre la mise en oeuvre des projets

Conditions de recrutement :

- . Poste à pourvoir immédiatement
- . Salaire selon expérience
- . Merci d'envoyer votre candidature à : candidature@solidarites-actives.com

. Contact : Agence nouvelle des solidarités actives – 1 passage du Génie – 75012 Paris

>> Responsable du secteur jeunesse 15-25 ans

La ville de Villiers-le-Bel (Val d'Oise - 28000 habitants), Direction de l'administration générale et des Services à la Population, recrute un responsable du secteur jeunesse 15-25 ans (h/f) pour la Maison de quartier Camille Claudel.

Contexte :

La Maison de quartier Camille Claudel fait partie de la Direction du développement local et participe à la dynamique du quartier par ses projets et son partenariat. Le Responsable du Secteur Jeunesse est sous la responsabilité directe du directeur de l'équipement.

Missions :

- . Mettre en place un projet « Accueil Jeune » au sein de la Maison de quartier
- . Encadrer un animateur
- . Participer au suivi et à l'élaboration du projet social de la Maison de quartier
- . Mettre en œuvre le projet social en développant des actions intergénérationnelles
- . Participer à l'accueil des habitants, des associations et des partenaires dans le cadre de l'animation globale du centre social
- . Impulser des animations et des actions de prévention sociale en direction de tous les publics
- . Intervenir sur le dispositif CLAS en direction des collégiens
- . Travailler en réseau avec les acteurs de la prévention sur le quartier
- . Susciter, construire des animations de proximité mobilisant les jeunes du quartier ainsi que leur famille
- . Soutenir les initiatives organisées par des groupes de jeunes constitués ou des associations ;
- . Développer des projets en lien avec les autres secteurs de la structure et Jeunesse des Maisons de quartier, la mission Jeunesse et les partenaires locaux
- . Coordonner et évaluer les dispositifs « Ville Vie Vacances » et les projets politique de la Ville « Jeunesse » et « Contrat Enfance Jeunesse »
- . Gérer et suivre la régie de recettes et de dépenses du secteur jeunes
- . Accompagner et Orienter le public sur la thématique « emploi / insertion »
- . Promouvoir la participation des habitants dans la vie du centre social toutes tranches d'âge confondues

Profil :

- . Cadre d'emploi des animateurs territoriaux (Catégorie B)
- . Titulaire du BPJEPS ou du DUT Carrières Sociales (option animation sociale et socioculturelle) ;
- . Expérience similaire
- . Aptitude à l'encadrement et au travail en équipe
- . Sens de l'initiative
- . Capacité à travailler en transversalité et à s'intégrer dans un réseau global de réflexion sur la jeunesse
- . Connaissance des publics en zone urbaine sensible
- . Qualité rédactionnelle
- . Disponibilité (horaires décalés certains soirs de la semaine et certains week-ends, congés en dehors des vacances scolaires)
- . Maîtrise de l'outil informatique.
- . Permis B indispensable

Conditions de recrutement :

. Poste à pourvoir rapidement

. Les candidatures devront être adressées à l'attention de Monsieur le Maire, Service des Ressources Humaines, 32 Rue de la République 95400 Villiers-le-Bel avant le 30 janvier.

Pour tout renseignement, vous pouvez contacter Monsieur Assarini : 01 39 90 00 10

La Lettre d'information de <http://www.ville.gouv.fr> est éditée par la mission Communication du Secrétariat général du Comité interministériel des villes

Prochaine parution : jeudi 19 janvier

Contact infos, conception, rédaction :

sylvere.geniaux@ville.gouv.fr

corinne.gonthier@ville.gouv.fr

Informations légales : en application de la loi Informatique et Libertés en date du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de modification et de suppression des données qui vous concernent. Vous pouvez exercer ce droit en envoyant un courrier électronique à sylvere.geniaux@ville.gouv.fr ou en envoyant un courrier à : Secrétariat général du comité interministériel des villes, mission Communication, 5 rue Pleyel, 93283 Saint-Denis cedex, ou par fax au 01 49 17 47 01. En vertu de ce même droit de rectification posé par la loi de 1978, vous pouvez vous désabonner de la Lettre d'information du Secrétariat général du CIV en cliquant sur le lien ci-dessous.

S'abonner ou résilier son abonnement à la Lettre d'information bimensuelle :

<http://www.ville.gouv.fr>